RAPPORT DE LA CELLULE DES RECETTES DOMANIALES ET RESSOURCES EXTERIEURES

I. COMPOSITION DU GROUPE

Le sous- groupe 14 chargé de stratégies de mobilisation des recettes domaniales et des ressources extérieures a réuni en son sein les ministères des Finances (CTR, DGRAD, DTO, DEP Finances et REDDITION DES COMPTES), du Budget (DPSB) et du Plan (PGAI) ainsi que la Société Civile.

Le bureau a été constitué de la manière ci-après :

1. Président : John MPOLESHA (CTR) ;
2. Rapporteur : Laurent BOOTO ININGO (DPSB) ;
3. 1^{er} Secrétaire Adjoint : Papy MPUTU NKANDA (DPSB);
4. 2^e Secrétaire Adjoint : Jacques KATSHELEWA (Société Civile) ;
5. 3^e Secrétaire Adjoint : Serge NGUNZA GISENDU (DRGC).

II. METHODOLOGIE DU TRAVAIL

La méthodologie utilisée par le groupe a été participative, la démarche a consisté :

- Recenser toutes les mesures contenues dans les lois des finances des exercices 2012 à 2017 ;
- Evaluer l'état de mise en œuvre de ces mesures ;
- Retenir dans la matrice les mesures n'ayant pas connu un début de mise en œuvre ;
- Ajouter les nouvelles mesures communiquées par les différents services d'assiettes concernés pouvant avoir significatif sur la mobilisation des ressources domestiques.

Pour ce qui est des hydrocarbures, le Ministère du budget devra actualiser la nomenclature en tenant compte de la nouvelle loi sur les hydrocarbures.

Concernant les ressources extérieures, la PGAI a été convié à communiquer les stratégies pour la mobilisation des ressources extérieures de l'exercice budgétaire allant de 2018 à 2020. Aussi, un diagnostic a été posé pour identifier les différentes contraintes liées au captage des statistiques sur ces ressources.

III. RESSOURCES EXTERIEURES

Au terme des interventions de la PGAI et au regard de la difficulté de collecter les informations sur les statistiques extérieures, les actions suivantes ont été proposées par la sous-commission :

1. Procéder à la signature d'un Protocole d'Accord entre le Gouvernement et les partenaires financiers sur les ressources extérieures ;
2. Procéder à la signature du Décret portant mise en place d'un cadre de concertation définissant les compétences de parties prenantes en matière des ressources extérieures ;
3. Répertorier tous les accords des financements signés pour la réalisation des projets sur ressources extérieures en 2018 ;
4. Recenser toutes les agences d'exécutions intervenant en matière des ressources extérieures ;
5. Nécessité d'une réunion imminente entre les ministères « des Finances ; du Budget ; Plan ; Affaires Etrangères ; Coopération Internationale et les partenaires financiers, afin de convier ces derniers à communiquer les décaissements attendus concernant les ressources extérieures.
6. Contraindre les Agences d'exécution à fournir des informations en temps réel sur l'exécution et les utilisations financières à la PGAI ;
7. Mettre en place un système de publication trimestrielle des données sur les ressources extérieures.

NR	MESURES RETENUES	ENTITES RESPONSABLES	DEGRE D'EXECUTION	ACTIONS à MENER
I. RESSOURCES DOMESTIQUES				
A. MINISTERE DES MINES				
1	Les 50% des pas de porte et royalties dont bénéficient les entreprises du portefeuille du secteur minier, en vertu des contrats et conventions sont portés sur les recettes non fiscales	MINISTERE DES FINANCES « DGRAD » et MINISTERE DE MINES	NON exécutée	Procéder à la finalisation et signature de l'arrêté interministériel portant mise en place de la procédure de déclaration de pas de porte et royalties des entreprises du portefeuille du secteur minier ;
	Etendre les missions mixtes des contrôles voire dans d'autres Provinces minières. - Il s'agit des missions mixtes des contrôles des assujettis allant de la taxation jusqu'au recouvrement dans toutes les Provinces du secteur minier. et			
	Accélérer l'adoption du projet portant révision du code minier. Par ailleurs examiner la question relative à l'encadrement de droits superficiaires.			
B. AFFAIRES FONCIERES				
	Art 30 : Il est institué un acte générateur... <i>Activer l'acte générateur droit proportionnelle d'enregistrement des contrats de location de plus de 9 ans et de charge réel prévu dans l'article 221 alinéa 2 de loi n°73/023 du 20 janvier 1973 portant</i>	Ministère des Finances « DRGAD » et AFFAIRES FONCIERES	Le taux déjà fixé par l'Etat mais son application pose problème. « NON exécutée »	Relancer la campagne d'identification et de conversion de titre parcellaire.
C. SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT				
	Art 36 : la taxe d'implantation et la taxe rémunératoire annuelle sur les établissements dangereux.....	Ministère des Finances « DGRAD » et le Ministère de l'Environnement	Exécutée partiellement « TRA » ; Non exécutée « taxe	Accélérer de la signature et la publication de l'arrêté interministériel « complété » <i>portant fixation de droit et taxe sur la pollution ;</i>

			sur la pollution ».	Autres ;
	Art 37 : il est institué un acte générateur dénommé «taxe sur la délivrance de l'autorisation d'achat..... page 10	Ministère des Finances «DGRAD» et le Ministère de l'Environnement	Non exécutée	Accélérer la signature de l'arrêté portant la mise en place de la taxe sur la délivrance des autorisations d'achat, de vente ou d'exploitation des bois d'œuvres »
	Révision de l'annexe XXVIII de l'Ordonnance-loi n°13/002 du 13/02/2013 portant nomenclature des droits, taxes et redevances en intégrant les taxes reconnues par le Code Forestier non modifiées à ce jour et cédées par erreur aux provinces : - redevance des superficie concédées dont la loi prévoit 40% aux ETD et 60% au Trésor Public, - taxe d'abattage 50% au Fonds Forestier National et 50% au Trésor Public et le permis de coupe des bois industrielle autorisée par le Ministre du pouvoir central ayant dans ses attributions la gestion des forêts, , il serait de bon aloi que les dispositions pertinentes de l'article 122, points 1 et 2 du code forestier du 29 aout 2002 qui répartissent les produits des taxes et redevances forestières soit respecté, vu le caractère de compétence concurrente en matière de gestion forestière entre le Pouvoir Central et les Provinces ;			
	Signature des arrêtés interministériels			- Arrêtés Interministériels portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Environnement et Développement Durable/secteur de la

				<p>Gestion Forestière</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêtés Interministériels portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Environnement et Développement Durable/secteur de la Conservation de la Nature
	Prendre des mesures correctives			<ul style="list-style-type: none"> - Le réajustement du taux de pénalités et amendes fixées en août 2002 Francs Congolais constant (1 USD = 253 CDF) contenu dans le Code Forestier par rapport au taux de change actuel.
D. SECTEUR DES HYDROCARBURES				
				Actualiser la nomenclature des recettes conformément à la nouvelle loi sur les hydrocarbures.
	Voir l'annexe sur PROJET NOMENCLATURE DES ACTES GENERATEURS DES RECETTES : Ministère des Hydrocarbures			Tous les nouveaux actes nécessitent les signatures des arrêtés interministériels qui devront préciser les faits générateurs et les périodicités.
E. SECTEUR DE L'URBANISME ET HABITAT				
	Taxe sur l'autorisation de bâtir(permis de construire) de pylône en charpente métallique servant de support pour les antennes de télécommunication à insérer dans la loi de finances pour l'exercice 2018			
	Taxe de renouvellement de l'autorisation de bâtir des immeubles à usage non résidentiel et			

	ceux résidentiels de plus de deux étages ainsi que les pylônes en charpente métallique			
	La taxe sur la construction en béton des antennes de télécommunication est remplacée par la taxe sur la construction des pylônes en béton servant de support pour les antennes de télécommunication à insérer dans la loi des finances pour l'exercice 2018			
II. RESSOURCES EXTERIEURES				
	Procéder à la signature d'un Protocole d'Accord entre le Gouvernement et les partenaires financiers sur les ressources extérieures			Nécessité d'une réunion imminente entre les ministères « des Finances ; du Budget ; Plan ; Affaires Etrangères ; Coopération Internationale et les partenaires financiers, afin de convier ces derniers à communiquer les décaissements attendus concernant les ressources extérieures
	Procéder à la signature du Décret portant mise en place d'un cadre de concertation définissant les compétences de parties prenantes en matière des ressources extérieures			
	Répertorier tous les accords des financements signés pour la réalisation des projets sur ressources extérieures en 2018			
	Recenser toutes les agences d'exécutions intervenant en matière des ressources extérieures			
	Contraindre les Agences d'exécution à fournir des informations en temps réel sur l'exécution et les utilisations financières à la PGAI			
	Mettre en place un système de publication trimestrielle des données sur les ressources extérieures			

N°	PROJET NOMENCLATURE DES ACTES GENERATEURS DES RECETTES : Ministère des Hydrocarbures
1	Droits de vente des rapports, cartes géologiques, résultats de recherches géologiques pétrolières et gazières <ul style="list-style-type: none"> a) Rapports : <ul style="list-style-type: none"> - Annuel - Accès aux données gazières - Accès aux données pétrolières - Accès aux registres des droits d'hydrocarbures (nouvel acte) b) Cartes géologiques pétrolières et gazières
2	Redevances superficielles : <ul style="list-style-type: none"> a. Sur le Droit d'exploration b. Sur le Droit d'exploitation c. Sur la Canalisation des produits pétroliers : <ul style="list-style-type: none"> a. Transfrontalier b. National c. Local d. Gazoduc d. Sur le bloc gazier (nouvel acte)
3	Bonus de signature des contrats pétroliers d'exploration-production : (nouvel acte suite à la catégorisation) <ul style="list-style-type: none"> a) Bonus de signature zone fiscale A ; b) Bonus de signature zone fiscale B ; c) Bonus de signature zone fiscale C ; d) Bonus de signature zone fiscale D ; e) Bonus de signature des contrats des services; f) Bonus de signature de contrat sur les hydrocarbures non conventionnels g) Bonus de signature contrat gazier; h) Bonus de signature à l'avenant.
4	nouvel acte suite à la catégorisation) <ul style="list-style-type: none"> j) Bonus du droit d'exploration zone fiscale A ; k) Bonus du droit d'exploration zone fiscale B ; l) Bonus du droit d'exploration zone fiscale C ; m) Bonus du droit d'exploration zone fiscale D ; n) Bonus de renouvellement du droit d'exploration A ; o) Bonus de renouvellement du droit d'exploration B ; p) Bonus de renouvellement du droit d'exploration C;

	i) Bonus de renouvellement du droit d'exploration D;
5	nouvel acte suite à la catégorisation) a) Bonus de renouvellement du droit d'exploitation A; b) Bonus de renouvellement du droit d'exploitation B; c) Bonus de renouvellement du droit d'exploitation C; d) Bonus de renouvellement du droit d'exploitation D;
6	Nouvel acte a) Taxe sur Cession de droit en exploration b) Taxe sur Cession de droit en exploitation
7	Nouvel acte a) Taxe sur plus-value réalisée suite la cession d'intérêt des droits en exploration b) Taxe surplus –value réalisée suite la cession des droits en exploitation
8	Bonus de la Première production : <ul style="list-style-type: none"> • pétrole brut • gaz (nouvel acte)
9	Nouvel acte Bonus sur l'exploitation gazière Bonus sur le renouvellement de l'exploitation gazière
10	Bonus de signature de Conventions de Canalisations (pipeline) : a) Transfrontalier b) National c) Local d) Gazoduc e) Signature avenant f) Cession d'intérêts
11	Nouvel acte et ancien acte adapté à la nouvelle loi sur les hydrocarbures a) Bonus de signature d'un contrat d'implantation : <ul style="list-style-type: none"> - D'une raffinerie - D'une unité de blending - D'une industrie pétrochimique b) Bonus de signature avenant c) Bonus sur Cession d'intérêts

	<p>d) Bonus de renouvellement d'un contrat d'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une raffinerie - D'une unité de blending - D'une industrie pétrochimique
12	<ul style="list-style-type: none"> a) Bonus de signature des contrats de fourniture des huiles de base b) Bonus de signature avenant c) Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des huiles de base
13	<ul style="list-style-type: none"> a) Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers b) Bonus de signature avenant c) Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des produits pétroliers
14	<p>Ancien acte adapté par rapport à la nouvelle loi sur les hydrocarbures</p> <p>Royalties sur le contrat d'exploitation pétrolière Royalties sur le contrat d'exploitation gazière Marge distribuable Part du profit – oil de l'Etat Excess oil Super profit oil</p>
15	<p>Ancien acte adapté par rapport à la Loi</p> <p>L'autorisation d'Importation et Commercialisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Produits pétroliers <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les Autorisations : <ul style="list-style-type: none"> - De 100,001m³ et plus, catégorie A - De 50,001 m³ à 100 m³, catégorie B - De 10,001 m³ à 50 m³, catégorie C ➤ Pour les Permis : <ul style="list-style-type: none"> - De 5,001 m³ à 10 m³, catégorie A - De 1 m³ à 5 m³, catégorie B à l'exclusion des lubrifiants pour les quantités inférieures à 5m³. b) Bitumes c) Gaz notamment : <ul style="list-style-type: none"> - acétylènes
16	<p>Nouvel acte</p> <p>L'autorisation d'Importation – transformation des dérivés d'hydrocarbures</p>

17	<p>Ancien acte catégorisé conformément à la nouvelle loi</p> <p>L'autorisation de Transport –stockage :</p> <p>a) Produits pétroliers</p> <p>➤ Pour les Autorisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De 100, 001 m³ et plus, catégorie A - De 50,00 m³ à 100 m³, catégorie B - De 10,001 m³ à 50 m³, catégorie C <p>➤ Pour les Permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De 5,001 m³ à 10 m³, catégorie A - De 1 m³ à 5 m³, catégorie B à l'exclusion des lubrifiants pour les quantités inférieures à 5m³. <p>b) Bitumes</p> <p>c) Gaz notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acétylènes
18	<p>Nouvel acte</p> <p>Agrément pour installateur ou constructeur des installations des stockages et/ou d'entreposages des produits pétroliers</p>
19	<p>Nouvel acte</p> <p>Agrément de Prestataire de services dans le secteur des hydrocarbures</p>
20	<p>Nouvel acte</p> <p>Agrément pour Laboratoire d'analyse de certification des produits pétroliers</p>
21	<p>Nouvel acte</p> <p>Fiche d'autorisation du Torchage</p>
22	<p>Amendes pour non-exécution du programme des travaux notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Puits d'exploration • 1 Km de sismique off shore • 1 km de sismique on shore
23	<p>Nouvel acte</p> <p>Amendes transactionnelles non transmission des statistiques dans le délai:</p> <ul style="list-style-type: none"> • en amont • en aval
24	<p>Amendes transactionnelles en aval</p>